

Interview télévisée de Maurice Couve de Murville (25 janvier 1967)

Légende: Le 25 janvier 1967, commentant la rencontre de la veille à Paris entre le Premier ministre anglais Harold Wilson et le président français Charles de Gaulle, Maurice Couve de Murville, ministre français des Affaires étrangères, livre ses impressions sur l'échange de vues franco-britannique au sujet de l'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes.

Source: La politique étrangère de la France. Textes et documents. dir. de publ. Ministère des Affaires étrangères. 1er semestre 1967. Paris: La Documentation Française.

Copyright: (c) La Documentation française

URL: http://www.cvce.eu/obj/interview_televisee_de_maurice_couve_de_murville_25_janvier_1967-fr-541c8263-1fd6-4ee2-bf8f-eaaa42c95fd8.html

Date de dernière mise à jour: 21/10/2012

Interview télévisée de M. Couve de Murville à l'issue de la visite à Paris de MM. Wilson et Brown

25 janvier 1967

Q. - Monsieur Couve de Murville, le voyage de M. Wilson avait déjà fait couler beaucoup d'encre, on avait même écrit qu'il venait, en quelque sorte, poser la question de confiance au général de Gaulle. D'après tout ce que nous avons su, cela ne s'est pas du tout passé de cette manière ?

R. - Non, M. Wilson ne venait pas pour poser les questions au général de Gaulle. Il venait, comme il l'avait annoncé d'ailleurs et comme il va le faire chez nos autres partenaires du Marché commun, procéder à des échanges de vues avec nous sur la question très importante de savoir quelles seraient pour la Grande-Bretagne les possibilités de son adhésion à la Communauté économique européenne. Il voulait, comme les Anglais déjà le disent depuis quelque temps, voir si les conditions sont réunies pour entrer en négociation à ce sujet et nous avons en effet, non pas engagé une négociation, mais échangé des vues sur les questions qui se posent en rapport avec ce problème d'une candidature éventuelle de la Grande-Bretagne au Marché commun.

Q. - C'est-à-dire qu'on a passé en revue les principales difficultés. Elles sont toutes d'ordre politique et économique, quelle est celle qui vous paraît la plus importante ? Il y a le problème de l'agriculture naturellement dont chacun sait qu'il est important depuis bien longtemps puisqu'on en avait tellement parlé à Bruxelles avant 1962, mais je crois qu'il y en a d'autres qui apparaissent maintenant.

R. - Oui, c'est en somme ce dont nous avons discuté. Nous avons discuté des deux problèmes les plus importants qui se posent. Vous avez dit l'agriculture auquel on peut joindre le Commonwealth naturellement, et nous en avons discuté. Et puis il y a la question monétaire, c'est-à-dire la question qui résulte, non pas tellement des difficultés actuelles de la livre sterling auxquelles les Anglais cherchent à remédier par un programme économique très sérieux.

Q. - Ils se sont montrés optimistes à ce sujet ?

R. - Ils sont assez optimistes sur leur situation actuelle, oui, mais plutôt les problèmes qui résultent de l'existence de la zone sterling, c'est-à-dire la question de savoir quelles seraient les conséquences pour les Six d'une entrée de l'Angleterre avec la zone sterling et quels seraient les engagements que nous prendrions ou les risques que nous aurions éventuellement à courir puisque cette zone sterling est en dehors de l'Angleterre, essentiellement extra-européenne.

Q. - Donc, à votre avis, il n'y a pas eu sur ces sujets de préalable français ?

R. - Il ne s'agissait pas de préalable, encore une fois, il ne s'agissait pas non plus de négociation. Nous avons échangé des vues, nous nous sommes expliqué dans le meilleur esprit d'amitié, je dirai, comme il est normal lorsque des Français et des Anglais se rencontrent. Nous nous sommes expliqués très objectivement et très franchement et je crois que sur les questions qui ont été l'objet de ces discussions, nous nous sommes bien compris.

Q. - Sans malentendu possible ?

R. - Oh, je ne crois pas qu'il y ait de malentendu, d'ailleurs il n'y avait pas de conclusion à proprement parler.